

L'ÉTINCELLE ANTICAPITALISTE

Journal des jeunes du NPA - De la révolte à la révolution !

1 euro

#29
JUN
2013

CONTRE L'HOMOPHOBIE, POUR L'ÉGALITÉ RÉELLE



FINISSONS EN AVEC CETTE SOCIÉTÉ !

JEUNES ET SALARIÉS : TOUS UNIS CONTRE L'HOMOPHOBIE !

L'obtention du mariage pour tous est une victoire et constitue un pas en avant vers l'égalité des droits entre homos et hétéros. Elle n'est due qu'à la mobilisation massive de toutes celles et tous ceux qui sont descendus dans la rue ces derniers mois, pour faire barrage aux réactionnaires et à l'extrême-droite, pour empêcher que le gouvernement ne leur cède encore plus. Pourtant le combat doit continuer. Il ne fait même que commencer.

D'abord parce qu'en matière de lutte contre l'homophobie et les discriminations le compte n'y est pas. La procréation médicalement assistée (PMA) permettant aux femmes seules ou en couple d'avoir des enfants est encore à gagner. Les homosexuels n'ont toujours pas le droit de donner leur sang. Des moyens financiers suffisants doivent être débloqués

pour lutter contre un taux de suicide environ dix fois supérieur à la moyenne pour les jeunes gays, lesbiennes, bi, trans et intersexe (LGBTI). Des moyens supplémentaires, cela veut dire s'opposer à la politique du gouvernement qui vise à nous faire payer la crise. Lutter pour l'égalité, c'est lutter contre l'austérité !

Ensuite parce que Frigide Barjot et ses amis ne sont pas prêts de lâcher le terrain qu'ils occupent. Ils représentent un danger pour les LGBTI, en participant notamment à la libération des paroles et des violences homophobes. Mais ils sont un danger pour tous, homos ou hétéros. Car derrière les attaques réactionnaires sur la sexualité c'est un projet de société sexiste, autoritaire, de défense de l'ordre moral et de l'ordre tout court qui existe.

Les organisateurs des « manifs pour tous » sont les pires adversaires des jeunes et des salariés et les meilleurs défenseurs de cette société d'inégalités et d'injustices sociales. C'est l'ensemble de notre camp social, les jeunes et les salariés dans leur ensemble, les exploités et les opprimés qui doivent lutter contre les divisions sexistes et homophobes et faire barrage aux réactionnaires.

Enfin, le combat doit continuer parce qu'il n'y aura d'égalité réelle qu'en changeant de société, qu'en renversant les fondements du système capitaliste qui utilise et construit les oppressions. Dès maintenant, homos/hétéros, luttons ensemble pour révolutionner les normes... et la société !



**NPA
JEUNES**

LES FEMMES NE VEULENT PAS PAYER LA CRISE !

Dénonçons dans la rue

L'austérité de gauche...

La « compétitivité » sauce Hollande continue de nous soumettre à la loi du toujours-plus-de-profit-pour-les-patrons. De gauche ou de droite, l'austérité est la même : licenciements, bas salaires, casse des services publics, répression de la contestation.

Le Front de Gauche a proposé une marche des femmes contre l'austérité le 9 juin. Cela a débouché sur un appel de 150 militantes syndicales, associatives et politiques publié sur femmescontreausterite.com. Nous regrettons que cet appel semble conçu comme une promotion du Front de Gauche et n'ait pas permis d'associer le mouvement féministe dans toutes ses composantes. Cependant le NPA estime qu'il est juste et utile de se retrouver dans la rue pour construire une opposition féministe à la politique d'austérité. Il est urgent d'exiger comme le fait l'appel :

- l'augmentation des bas salaires et des minima sociaux, combattre la précarité, interdire les contrats à temps partiel imposé et les « licenciements boursiers »

- des moyens humains et financiers pour lutter contre les violences faites aux femmes

- une réelle égalité professionnelle, des services publics suffisants et de qualité dans la santé, l'éducation, la petite enfance, la perte d'autonomie et le logement

... Et allons plus loin pour les droits des femmes !

Il faut continuer les luttes concrètes pour nos droits, quelle que soit la couleur du gouvernement en place, contre les fermetures de maternités et de centres IVG par exemple.

Les revendications ci-dessus sont minimales, il faut aller plus loin : interdire l'ensemble des licenciements, modifier totalement la répartition du temps de travail et des richesses... Pour cela, il faudra un affrontement des travailleuses, des travailleurs, de la jeunesse contre le patronat et le gouvernement qui est à son service. Pour lutter contre les violences sexistes (harcèlement, violence conjugale, viol...), il faut refonder profondément l'idéologie de notre société, et donc la société elle-même : changer de mode

de production, de consommation, de répartition du travail et des richesses. L'individualisme, le sexisme, et l'hétérosexualité comme une norme,

sont des valeurs piliers de notre éducation et du fonctionnement de la société. Seul un changement révolutionnaire offre la possibilité de créer un autre système de valeurs. Il faudra donc à la fois un mouvement social de très grande ampleur et un mouvement féministe assez fort pour y porter les revendications des femmes.

Le combat pour la régularisation de toutes les sans-papiers, pour le droit de vote des étrangers sont importants pour donner plus de moyens à toutes les femmes, françaises ou non, d'acquérir leur autonomie. Le gouvernement projette de renforcer l'exclusion des femmes voilées de la société française. Nous n'avons aucune caution à apporter

au port du voile, mais ce n'est ni aux hommes ni aux institutions de contraindre les femmes à se couvrir ou à se découvrir. La société devrait apprendre aux hommes à respecter les femmes quelle que soit leur tenue. Par contre, interdire l'emploi, les services publics ou la rue aux femmes voilées ne fait que violer leurs droits élémentaires et aggraver leur situation.

Enfin nous continuons d'exiger la procréation médicalement assistée pour toutes. Elle est aujourd'hui ouverte seulement aux couples hétéros. Cette mesure permettrait à chaque femme de fonder une famille comme elle le souhaite.

Caro (Comité jeunes 92 nord)

**Marche des femmes
contre l'austérité
9 juin à 14h Place du
Palais Royal à Paris**



APRÈS L'OBTENTION DU MARIAGE POUR TOUS, BATTONS NOUS POUR L'ÉGALITÉ DES DROITS !

Le mariage pour tous est pratiquement acquis. Cependant, malgré les promesses de Hollande, cette loi est une loi au rabais. La version initiale est déjà insuffisante : elle ne comprend pas la procréation médicalement assistée (PMA) qui permet à des femmes d'avoir des enfants sans recourir à des hommes. Les concessions et les hésitations de Hollande ont été nombreuses, notamment son annonce sur la clause de conscience des maires, qui les autoriserait à ne pas célébrer un mariage entre personnes d'un même sexe. Elles ont encouragé les réactionnaires à montrer leur homophobie au grand jour.

Les conséquences ont été terribles, avec des personnalités de droite tenant des propos ouvertement homophobes en toute impunité. Le nombre d'appels de détresse reçus par SOS homophobie a explosé. Les agressions homophobes

physiques se multiplient. L'extrême droite se renforce et s'organise, et devient un véritable danger physique, et plus seulement idéologique. Il est important de s'organiser collectivement pour faire face à ses exactions.

Ne pas compter sur le gouvernement

Si le mariage est passé, il reste de nombreux droits à conquérir pour les homosexuels comme la PMA pour toutes les femmes (actuellement, seules les femmes hétérosexuelles mariées y ont accès). Des droits sont aussi à conquérir pour les personnes transsexuelles : le droit de changer d'état civil, le remboursement des opérations de changement de sexe. Il faut aussi mener une véritable lutte contre l'homophobie et la transphobie.

On ne peut pas faire confiance au gouvernement pour nous donner ces droits. Ayraut a annoncé que le « plan famille » prévu en octobre n'inclura pas la PMA, repoussant cette mesure ad vitam eternam. Par ailleurs, nombre de ces droits sont incompatibles avec l'austérité voulue et imposée par le gouvernement Holland-Ayraut. On le voit avec le plan contre l'homophobie proposé (et visiblement oublié depuis) par Vallaud-Belkacem, qui n'inclut aucune mesure nécessitant de l'argent : ni le financement de foyers pour les jeunes jeté-e-s dehors par leur famille homophobe, ni un meilleur remboursement de la transition pour les transsexuels. Il faudra donc les arracher par la lutte.

Tous et toutes aux marches des fiertés !

Les marches des fiertés sont une occasion de montrer que nous sommes nombreux-x-ses à vouloir l'égalité des droits, plus nombreux-x-ses que les réacs. Même si les marches ont un aspect commercial, elles restent une échéance politique et l'enjeu de cette année est d'autant plus important que nous devons montrer que nous ne sommes pas prêt-e-s à renoncer aux droits que le gouvernement refuse.

DATES DES MARCHES DES FIERTÉS LGBTI

1er juin : Auxerre, Lille, Montpellier, Nancy

8 juin : Bordeaux, Rennes

15 juin : Lyon, Metz, Nantes, Strasbourg, Toulouse

22 juin : Angers, Biarritz, Caen

29 juin : Paris

6 juillet : Le Mans

13 juillet : Nice

Du 10 au 20 juillet : Europride à Marseille

Les marches des fiertés tirent leurs origines des Émeutes de Stonewall, à New-York, en 1969. À cette époque, l'homosexualité y était interdite. Mais lors d'une descente de flics dans un bar réputé pour accueillir des homosexuels, les occupants du bar ont décidé de ne pas se laisser faire. Des émeutes de gays, lesbiennes et trans ont éclaté dans New-York, puis se sont étendues à d'autres villes, pendant plusieurs jours. À l'heure où j'écris ces lignes, la marche des fiertés a déjà eu lieu à Crest, ville dont le maire UMP, Hervé Mariton, qui est aussi député, était un des plus virulents opposants au mariage. La marche a rassemblé plus de 1000 personnes, ce qui est impressionnant pour une ville de 8000 habitants.

Des luttes pour l'égalité à la révolution

De plus, cette année, l'Europride, marche des fiertés à l'échelle européenne, a lieu en France, à Marseille. Il s'agit de la seconde Europride organisée en

France. Elle aura lieu du 10 au 20 juillet, et inclura l'EuroLesbopride. Cependant, d'autres mobilisations restent à prévoir. Les associations proches du PS sont très passives, disent que tout est gagné et qu'il n'y a plus qu'à faire la fête. Mais de nombreuses autres associations ne veulent pas en rester là et continuent de se battre pour l'égalité réelle. Il ne faut pas croire qu'une égalité légale sera suffisante et permettra une acceptation des homosexuels. On en a la preuve pour le sexisme et pour le racisme, qui sont toujours très présents malgré l'égalité sur le papier. Le capitalisme a besoin de ces divisions pour s'imposer. Nous aurons besoin de renverser le système pour atteindre l'égalité réelle.

**Anastasia (Comité jeunes
Jussieu)**



DE LILLE À MONTREUIL, SOLIDARITÉ AVEC LES RROMS !

Le ministre de l'Intérieur Manuel Valls a lancé une campagne anti-rroms. En stigmatisant cette population, le gouvernement espère nous diviser, pour faire passer plus facilement les plans d'austérité et les contre-réformes. La faiblesse de notre réponse, face à cette offensive raciste, lui permet d'avoir une influence dans la population et dans certains partis de gauche.

A l'université

Lille 1, entre collectif de « sécurité » et collectif de « solidarité »

Les démantèlements successifs de camps Rroms sur la métropole lilloise ont amené une partie d'entre eux à se réfugier derrière la bibliothèque du campus de Lille 1. Un collectif de solidarité regroupant partis et syndicats s'est alors monté. Il entend défaire les préjugés sur les Rroms, qui réclament uniquement des conditions de vie dignes. Afin d'améliorer la situation,

il réclame la présence de bennes à ordures et de toilettes. En face, un « collectif sécurité » demande lui, la mise en place de mesures sécuritaires. Mais aucun policier, ni aucune caméra ne pourra régler la détresse sociale. Un campement rrom n'est évidemment pas satisfaisant sur un campus, mais la situation actuelle est surtout due à la mauvaise volonté des responsables politiques locaux.

A Montreuil, le PCF

soutient la lutte... anti-Rroms

Cette municipalité de Seine-Saint-Denis accueille une forte communauté de Rroms, qui vivent souvent dans une grande précarité. La mairie Europe Ecologie-les Verts a mis en place des logements passerelle pour permettre à des familles rroms vivant dans la rue ou dans des bidonvilles de se loger. Même si cette politique ne répond pas à tous les besoins, elle tente de faire face à l'urgence de la situation.

Dans le climat xénophobe mis en place par le gouvernement, des riverains se sont opposés à la mise en place de ces installations. Le PCF montreuillois a participé à cette opposition, en demandant de donner cet argent pour la santé des Montreuillois. Le Parti Communiste a même organisé un rassemblement pour dire : « non au ghetto, oui au jardin ».

La section montreuilloise de PCF ferait mieux de se rappeler que ce ne sont pas les Rroms qui s'attaquent au système de santé, et qui augmentent les loyers. Les seuls responsables de la précarité sont les patrons et le gouvernement. Et pour les combattre de façon efficace, il faut être unis quelles que soient nos origines, et en premier lieu se battre contre les discriminations anti-Rroms.

Pierre-Hadrien et Mathias

(Comité jeunes Lille)



MAROC : TROIS JOURS PARMIS LES RÉVOLUTIONNAIRES

Du 22 au 24 mars derniers, la Jeunesse de la Voie Démocratique, une organisation révolutionnaire marocaine, tenait son congrès près de Rabat. Les Jeunes du NPA y étaient invités. Il a réuni près de 200 personnes représentant 500 jeunes militants.

Le Maroc est touché par la crise mondiale et victime du pillage des grandes puissances impérialistes, la France en tête de liste : une dette extérieure de plusieurs dizaines de milliards de dollars, dont le remboursement représente chaque année plus de 40% du budget de l'État. Le régime marocain est un régime monarchique, dirigé par la famille royale alaouite qui s'appuie sur l'Église musulmane pour assoir

sa domination. Son gouvernement mène des politiques d'austérité dans la lignée des consignes dictées par la Banque mondiale. La prochaine mesure s'attaque à l'aide publique qui maintient à un prix accessible l'achat des denrées alimentaires de première nécessité (la farine, le lait...). Ce régime est corrompu, antidémocratique et les opposants subissent une féroce répression.

Une organisation révolutionnaire

La Jeunesse de la Voie Démocratique s'est fixée plusieurs objectifs lors de son congrès : faire chuter le régime, dégager la clique des alaouites et des hauts fonctionnaires corrompus qui accaparent le pouvoir et se débarrasser des impérialistes. Pour ça, il ne faut pas compter sur les élections, système fait pour que les partis pro-régime les remportent. Ces derniers sont les seuls à avoir accès aux médias, accès refusé aux partis comme la Voie Démocratique, qui s'opposent au régime en place. La population a conscience de ce système et sait le peu d'utilité qu'il

engendre : aux dernières élections législatives, seuls 20% des Marocains ont participé.

Il faudra une révolution pour renverser le régime, comme celles vécues en Tunisie et en Egypte en 2011. Il y a deux ans, suite à la chute de Ben Ali en Tunisie, des millions de gens sont descendus dans la rue pour obtenir la chute du régime. La JVD y a participé et y a joué un rôle important, mais le roi a proposé une nouvelle constitution pour calmer les manifestants...

Quel projet politique pour le Maroc ?

Le régime marocain est très violent. La première tâche pour tous les Marocains qui veulent agir, c'est de le combattre. Aucune réelle avancée sociale ou démocratique ne paraît possible, tant que la clique de Mohamed VI écrase le pays pour en faire profiter la grande bourgeoisie française. Mais les expériences tunisienne et égyptienne nous forcent à nous poser la question : une fois les dirigeants du régime chassés, comment empêcher que le pouvoir soit accaparé par d'autres réactionnaires ? Les capitalistes marocains libéraux ont les dents aussi longues que les français, et les organisations musulmanes fondamentalistes sont tout aussi réactionnaires au Maroc que les organisations catholiques en France. Pour que les classes populaires ne soient pas les perdantes de la révolution, il

faudra qu'elles comptent uniquement sur leurs propres forces, et qu'elles gardent le pouvoir contre les tentatives de reprise en main des libéraux et des réactionnaires. Depuis la France, notre travail de solidarité doit commencer par soutenir les mouvements sociaux et les organisations révolutionnaires comme Voie Démocratique ou Al Mounadir. Nous devons aussi lutter contre l'impérialisme français, les banquiers et les patrons qui pillent les ressources et exploitent les travailleurs marocains.

**A bas l'impérialisme français au Maroc !
A bas la monarchie alaouite !**

Soufyene (Comité jeunes

Paris 7)

Dans ce numéro

Dossier : Un an après l'élection de Hollande, quel bilan ? Pages 4-5
Mobilisation dans l'Éducation nationale

ANI et licenciements
De Sarkozy à Hollande...
Ce qui nous attend à la rentrée...

Formation : La République... au service des capitalistes Page 6

Éducation Page 7
Chaînes d'inscription
Universités et lycées dans 10 ans...
Assistants d'éducation

Funky : Very Bad RIJ Page 8
Présentation et programme des RIJ Page 8



HOLLANDE-AYRAULT, DE POLITIQUE

Un an après l'élection de François Hollande, tirons les premiers bilans : loi Fioraso, austérité généralisée, casse du code du travail, expulsion des Roms et des sans-papiers... Le gouvernement du PS mène une politique dans la droite ligne de son triste prédécesseur. Mais ce fut aussi un an de luttes dans l'éducation, dans les entreprises soumises aux plans de licenciements, contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes. Une leçon s'offre à nous : il faudra nous battre contre ce gouvernement qui mène la politique des capitalistes !

POUR HOLLANDE, L'ÉDUCATION EST UNE MARCHANDISE

Un an après l'élection de François Hollande, le candidat qui promettait le changement et qui voulait faire de la jeunesse une priorité, le bilan de sa politique dans l'Éducation est sans appel : une continuité de la logique des réformes du gouvernement Sarkozy visant à casser toujours plus nos diplômes et imposant encore un peu plus d'austérité. Les 60 000 créations de postes promises ne couvraient pas les précédentes suppressions effectuées dans l'Éducation nationale par le gouvernement précédent. Mais elles n'auront même pas réellement lieu. Il s'agira de remplacer des départs en retraite, non de créer de nouveaux postes. Pis, ces remplacements se feront au détriment du reste de la fonction publique. De moins en moins de profs pour de plus en plus d'élèves, c'est la conséquence des politiques d'austérité dans les lycées. Et à la rentrée 2013, ce seront plus ou moins 2000 postes d'assistants d'éducation qui seront supprimés dans les rectorats. Les politiques d'austérité touchent aussi de plein fouet les universités qui

sont toutes en situation de difficultés budgétaires avec des conséquences dramatiques pour nos conditions d'études (TD surchargés, suppressions de filières, etc...) et certaines avec des situations budgétaires catastrophiques comme à Angers où les cours se faisaient en autonomie (c'est-à-dire des cours sans profs) du fait du manque d'argent ou encore à Rennes 1 qui a été mise sous tutelle depuis le mois de décembre 2012.

Priorité à la précarisation de la jeunesse

L'éducation a effectivement été une priorité du gouvernement Hollande puisqu'il a mis en place deux réformes : celle de Peillon concernant l'enseignement primaire et secondaire et celle de Fioraso, nouvelle loi cadre sur l'Enseignement supérieur. Seulement, ces deux réformes n'ont qu'un seul but : casser nos diplômes et ancrer nos établissements dans l'austérité ! La réforme Peillon permet une décentralisation des lycées vers

les régions accentuant les inégalités entre les différents lycées, créant des lycées d'élite et des lycées poubelles. Cette réforme met aussi en place une autonomie des lycées permettant aux entreprises d'entrer dans les conseils d'administration en fonction du bassin d'emploi local. On voit donc une continuité entre le lycée et l'université. La loi Fioraso se veut dans la continuité de la loi LRU qui avait fait entrer les intérêts privés à l'Université, avec une rationalisation de l'offre de formation (c'est-à-dire des suppressions de filières en masse), des regroupements universitaires et toujours l'autonomie des universités. Elle permet le désinvestissement de l'État et entraîne la situation budgétaire que nous connaissons actuellement. En matière d'éducation, il y a donc une seule et même logique pour le gouvernement Hollande, la même que celle du gouvernement Sarkozy : déqualifier nos diplômés pour faire de nous une main-d'œuvre bon marché, nous imposant la précarité à vie.

Nous devons refuser cette logique et nous battre à la fois contre l'austérité imposée à l'éducation et contre ces nouvelles réformes. A Rennes 2, par manque de budget, l'université impose aux étudiants de passer leurs examens par tirage au sort. Sur une UE de quatre matières, deux seulement sont évaluées. Les L3 AES ont refusé cette logique et en s'organisant collectivement (AG et rassemblements), ils ont réussi à gagner. Partout dans nos universités et dans nos lycées, nous devons nous organiser contre les conséquences de l'austérité, mais aussi construire une grève nationale et majoritaire, seule à même de mettre un coup d'arrêt à ces réformes de casse de l'éducation.

Mimosa (Comité jeunes Rennes)

LUTTE DES CLASSES, LE PS A CHOISI SON CAMP !

Après cinq ans d'un président au service des riches, beaucoup ont voulu dégager Sarkozy. Une majorité de travailleurs-es s'est reportée sur Hollande, sans espérer grand-chose, mais en se disant que ça ne pourrait pas être pire.

Au début, le nouveau gouvernement a lâché quelques miettes, comme une augmentation du SMIC de 0,6%... Il a accordé la retraite à 60 ans pour certains-es qui bossent depuis longtemps, donc... il a gardé l'essentiel de la réforme la plus détestée de Sarkozy. En fait, sous la peinture rose, le système capitaliste est intact, et comme il est en crise, il continue à broyer les vies des salarié-es. A commencer par la série noire des licenciements. On se souvient du sketch de la fermeture de PSA Aulnay : l'usine ne devait pas fermer - juré ! - mais dès que les élections sont passées, le PDG Varin avouait que

la comédie était finie. Et puis il y a eu Petroplus, Sanofi, Goodyear... sans compter les anonymes dans les petites boîtes. Ce qui change, c'est qu'on a un pompeux « ministre du redressement productif », Montebourg, qui va partout prétendre trouver la solution... Mais ce sera ridicule tant que les capitalistes auront le pouvoir, comme le très cynique PDG de Titan qui crache sur les « soi-disant ouvriers » qui bossaient « 3 heures par jour ».

Le gouvernement Hollande ne se contente pas de regarder les patrons exploiter et virer en s'excusant de son impuissance. Soumis au MEDEF, il continue la lutte des classes en imposant l'austérité et les contre-réformes à la majorité exploitée. Six mois à peine après son élection, Hollande donnait 20 milliards de « crédit d'impôts » aux entreprises. Surtout, il vient de dynamiter une bonne partie du code

du travail avec son Accord national interprofessionnel (ANI). L'ANI permet aux patrons de faire du chantage aux salarié-es dans chaque entreprise : soit vous acceptez de « travailler plus pour gagner moins », soit c'est la porte (et il y a du monde qui attend derrière)... L'ANI c'est aussi plus de précarité (CDI intermittents autorisés dans de nouveaux secteurs, moins de droits aux prud'hommes (tribunaux du monde du travail)... Parisot en a rêvé, le PS l'a fait ! Le lobbyiste du MEDEF s'est réjoui de l'accord qui va donner aux exploités français « les meilleurs standards européens en termes de flexisécurité ». Ce parti, qui n'a plus rien de socialiste, n'est décidément pas le nôtre.

Pour sortir de l'exploitation et du chômage, la classe travailleuse ne peut compter que sur elle-même, en ne confiant plus le pouvoir,

mais en le revendiquant pour elle-même ! Aujourd'hui, l'urgence c'est de rompre le « dialogue social » avec les capitalistes. La CGT et FO n'ont pas signé l'ANI (contrairement à la CFDT) mais aucun syndicat n'a mené de campagne d'information et de mobilisation à la hauteur. Alors que notre camp social subit coup sur coup, les chefs des syndicats ne doivent pas manger des petits fours à l'Élysée pour négocier des reculs, mais organiser la contre-attaque.

Julien (Comité Jeunes

Travailleurs)

Chaîne humaine contre l'aéroport Notre-Dame-des-Landes, pari réussi

Le 11 mai, 40 000 personnes, dont les militants du NPA étaient réunies en formant une chaîne humaine sur 25 km, entourant ainsi la zone d'aménagement différé (ZAD, site prévu de construction de l'aéroport rebaptisée « zone à défendre » par les occupants). Cette seconde manifestation massive contre le projet d'aéroport montre que la mobilisation ne faiblit pas après celle qui avait réuni également 40 000 personnes le 17 novembre.

Dans l'opinion publique, la pertinence du projet est de plus en plus remise en question. Alors qu'on nous répète à longueur de temps qu'il faut se serrer la ceinture, le gouvernement est prêt à dépenser l'argent public inutilement pour un projet qui ne répond en rien à un besoin pour la population. Pas si inutile en fait car les bénéfices du projet seront récoltés par Vinci, multinationale qui fait des marges importantes dans le cadre de partenariats public-privé (PPP). Le principe des PPP est simple : l'État et le privé investissent ensemble dans un projet, s'il est bénéficiaire, le privé en récolte les profits, s'il est déficitaire, c'est l'État qui paie la facture. En gros, c'est gagnant-gagnant pour les grands groupes capitalistes. L'entrepreneuriat, c'est le goût du risque qu'il disait...

La prochaine étape programmée de la mobilisation aura lieu les 3 et 4 août lors d'un festival sur la ZAD. Il faudra rester vigilant en cas de tentative d'invasion de la ZAD lors des prochaines semaines. Ce projet peut être la première victoire contre ce gouvernement social libéral, il faut continuer à se mobiliser pour les prochaines actions et dans le cadre des nombreux (plus de 200 !) collectifs locaux qui existent.

Benko (Comité jeunes Le Mans)

C'EST UN AN

ANTISOCIALE !

OÙ EN EST LA GUERRE AU MALI ?

Hollande nous avait promis la fin de la Françafrique, la fin de l'ingérence et du pillage des ressources en Afrique. Pourtant son intervention au Mali se situe dans la droite lignée de la politique impérialiste de ses prédécesseurs. Il a repris la casquette de général et s'en va lutter contre le terrorisme en reprenant le vocabulaire utilisé par les États-Unis pour justifier leurs interventions en Afghanistan et en Irak. Pourtant une des premières manœuvres de l'armée française débarquée en janvier fut de sécuriser les ressources d'uranium exploitées par Areva dans la région. Sous couverts de raisons humanitaires, ce sont bien les intérêts

des multinationales françaises que l'armée est venue défendre.

La guerre entraîne... la guerre

Les résultats ne se sont pas faits attendre, les forces armées d'AQMI ont été repoussées dans les montagnes, et la guerre qui ne devait être qu'une affaire de semaines se prolonge toujours plus longtemps. Des dizaines de milliers de réfugiés maliens se sont enfuis vers le Niger. Parmi eux, des combattants d'AQMI qui continuent les combats sur le sol du Niger. Fin mai, certains d'entre eux ont attaqué les

mines d'uranium exploitées par Areva au Niger. La guerre entraîne l'extension des combats, de la misère et creuse le terreau des organisations comme AQMI qui se nourrissent du désespoir des populations. En attaquant la Libye en 2011, Sarkozy a repoussé les mercenaires de Kadhafi au Mali, mettant le feu aux poudres. Hollande remet dix balles dans la machine au Mali et le résultat est le même.

Retrait des troupes !

La guerre n'est jamais « la solution la moins pire ». Il est urgent de retirer les troupes françaises du Mali, et de s'attaquer aux causes premières : la

misère, l'exploitation et le désespoir qui sont entretenus par les multinationales françaises comme Areva qui pillent les ressources de la région. Le PS a fait ses preuves : il défend les intérêts des capitalistes français partout dans le monde. Cela nous donne une raison de plus pour combattre ce gouvernement clairement au service de la classe dominante.

Soufyene (Comité jeunes

Paris 7)

VOUS AVEZ DIT CHANGEMENT ?

Lil y a un an, nous fêtons le départ de Sarkozy, le président des riches. La défaite de celui qui a ruiné nos universités à travers la loi d'autonomie budgétaire, de celui qui a augmenté l'âge légal de départ à la retraite, rendant encore plus difficile l'entrée des jeunes sur le marché du travail, ne pouvait que nous rendre heureux. Les anticapitalistes n'avaient aucune illusion sur le gouvernement de Hollande. Il a clairement choisi son camp. L'accord national interprofessionnel est une attaque contre le monde du travail, il permet aux patrons de licencier plus facilement. Les contrats d'avenir, censés réduire le chômage des jeunes, ne sont que de nouveaux contrats précaires. Sarkozy avait entamé une destruction des services

publics à travers la suppression d'un poste de fonctionnaire sur deux. Hollande préfère épargner les fonctions régaliennes de l'État (police, justice), mais attaque plus durement d'autres secteurs, comme l'accès à la culture. Il épargne les riches et fait payer la crise aux pauvres.

Toujours du racisme et de l'islamophobie !

La condition des sans-papiers s'est détériorée depuis l'arrivée de Valls au poste de Guéant comme ministre de l'Intérieur. En 2012, le nombre d'expulsion a augmenté de 14%! Un rapport sortant du cabinet du ministre propose une augmentation

des frais d'inscription à l'université pour les étudiants étrangers. C'est une loi d'exception et une différence de traitement entre les étudiants français et étrangers. C'est également en direction des musulmans que les attaques se multiplient. Suite à l'affaire de la crèche Baby-Loup qui a débouché sur le licenciement d'une salariée voilée, Hollande prévoit une loi qui interdit aux assistantes maternelles musulmanes d'afficher leurs convictions religieuses. C'est une nouvelle loi islamophobe. En 2004, on barrait la route des établissements publics aux lycéennes voilées. Aujourd'hui, le racisme d'État permet de justifier les licenciements des musulmanes.

Ce gouvernement est notre ennemi !

Il faut nous opposer à ce gouvernement qui nous étouffe et impose l'austérité dans les pays du sud de l'Europe pour sauver « le monde de la finance ». C'était le principal ennemi d'Hollande pendant sa campagne. Des mesures d'urgence devront être prises contre l'austérité, par un gouvernement qui ne pourra pas être celui des Cahuzac et Moscovici, mais d'un gouvernement qui émane directement des forces du mouvement social et qui prenne en compte nos revendications démocratiques.

Gaël (Comité jeunes Paris 1)

RÉFORME DES RETRAITES

Le gouvernement est pressé par le patronat français et l'Union européenne de mettre en place une nouvelle réforme des retraites. Le 13 mai dernier, des consultations avec les syndicats et le patronat ont eu lieu. Le gouvernement a certes changé mais les arguments utilisés pour imposer un allongement de la durée de travail restent les mêmes que sous Sarkozy. Ce gouvernement, à l'unisson avec le patronat, affirme que le vieillissement et la hausse du déficit des caisses de retraite mettraient en danger notre système par répartition.

Nous faire travailler plus et plus longtemps...

Hollande nous ressort les vieilles recettes de la droite et du patronat : allongement de la durée de cotisation qui passerait de 41,5 annuités à 43 voire 44 annuités ou encore

désindexer les pensions de retraites vis-à-vis de l'inflation ce qui reviendrait à baisser le revenu des pensions pourtant déjà très basses. Pour les jeunes, qui obtiennent en moyenne un CDI à l'âge de 27 ans, cela voudrait dire que l'on devra travailler jusqu'à 70 ans pour toucher une retraite à taux plein. En faisant ce petit calcul, on se rend compte que cette réforme n'est qu'une vaste blague. Comment travailler 43 annuités d'affilées alors que le chômage ne cesse d'augmenter ? Comment continuer à travailler à plus de 60 ans alors que les maladies liées au travail se font ressentir ?

Ce n'est pas la seule attaque en préparation. Le gouvernement a émis l'idée de réformer structurellement la Sécurité sociale et les allocations familiales : remboursement des médicaments en fonction des revenus ainsi que la diminution des allocations familiales. Ce gouvernement compte mettre un sale à coup à l'ensemble de nos acquis : son

objectif est d'ouvrir un peu plus le marché de l'assurance santé et des retraites aux intérêts privés.

Construire la grève générale pour imposer nos revendications

Face à ces attaques, nous devons imposer nos revendications : revenir à une retraite à 60 ans avec 37,5 annuités de cotisation ainsi qu'à une sécurité sociale garantissant les besoins de tous. Les capitalistes accumulent les milliards : les richesses créées dans le pays n'ont quasiment jamais atteint un niveau aussi élevé tandis que de l'autre côté la fraude fiscale s'élève à 80 milliards d'euros, ce qui est bien suffisant pour renflouer le déficit de 20 milliards d'euros des caisses de retraites.

La première chose est de commencer à regrouper toutes les forces et toutes les équipes militantes qui s'opposent à cette réforme pour mener de suite une campagne offensive. La deuxième sera de tirer les bilans du mouvement de 2010 avec l'ensemble de ses acteurs. Si nous avons réussi à mettre des millions de gens dans la rue contre la réforme de Sarkozy, nous n'avons pas pour autant réussi à gagner. Si nous voulons gagner, il faudra faire bien plus que de mettre des millions de gens dans la rue : il faudra aussi construire une grève générale capable de paralyser l'économie et les profits des capitalistes. Pour ce faire, nous ne devons rien attendre des directions syndicales. Nous devons nous appuyer sur les expériences des luttes les plus combattives (Continental, Goodyear, Sanofi ou encore PSA) et tenter, cette fois, de les faire converger.

François (Comité jeunes Aix-Marseille)

La continuité des politiques contre les immigrés, c'est maintenant !

Avec cinq ans de Sarkozy, les politiques racistes et la répression contre les immigrés sont montées d'un cran. Hollande s'inscrit dans l'exacte continuité du gouvernement précédent. L'année 2012 en est l'illustration. Elle a battu un triste record d'expulsion de sans-papiers. On a assisté à une continuation dans la logique d'expulsion et dans une politique de régularisation des sans papiers au compte-gouttes. L'invention de nouveaux critères, en dépit des belles paroles, continue de faire la part belle à l'arbitraire préfectoral. Loin d'être désavoué par le gouvernement, Manuel Valls est soutenu dans sa politique du chiffre en terme d'expulsion. Preuve est faite que les gouvernements de gauche, qui se sont succédé, ont renoncé à avancer pour l'égalité des droits entre Français et étrangers. Pire, la gauche gouvernementale donne une légitimité idéologique à la droite et à l'extrême droite. Même en ce qui concerne les promesses faites par Hollande concernant le droit de vote des étrangers, le gouvernement donne de plus en plus le sentiment de nous refaire le coup de Mitterrand ou de Jospin : des paroles non suivies des actes ! Nous n'avons comme sur le terrain social, rien à attendre de ce gouvernement. C'est en soutenant les luttes des travailleurs et des travailleuses sans-papiers, en participant à la jonction avec l'ensemble des combats du mouvement ouvrier et de la jeunesse, et en reconstruisant un mouvement anti-raciste sur des bases radicales que nous gagnerons l'égalité des droits.

Samuel (Comité jeunes

Strasbourg)

POURQUOI NOUS NE SOMMES PAS RÉPUBLICAINS

Le mot République vient du latin *res publica*, « chose publique ». Très peu de constantes caractérisent un système républicain. Entre l'Union des républiques socialistes soviétiques de 1917 et la Cinquième république française, il y a peu de ressemblances !

La république que nous connaissons en France est un régime politique dans lequel la transmission du pouvoir s'effectue par la seule pratique du vote, censée assurer la légitimité des gouvernants. Pourtant, notre pays n'a jamais été aussi riche et les inégalités n'ont jamais été aussi grandes.

Sur les 225 ans qui nous séparent de 1789, la République n'a régné que 135 ans. L'histoire ne s'est pas arrêtée à la Révolution. La lutte des classes s'est poursuivie, entre la nouvelle et l'ancienne classe dominante, et plus encore celui entre celles-ci et les classes populaires.

La République, un instrument de domination et d'exploitation

Dans Le 18 brumaire de Louis Bonaparte, Marx montre que la naissance d'une « république sociale » n'est pas possible en 1848, lors du renversement de la monarchie. Le prolétariat, insuffisamment organisé, doit d'abord s'allier avec la petite bourgeoisie. Celle-ci le trahit rapidement, la répression républicaine est sanglante. L'histoire de la Seconde république c'est celle d'une lutte des classes qui va dans le mauvais sens. Après que le prolétariat a été écrasé par la petite bourgeoisie, celle-ci l'est par le « parti de l'Ordre », l'union des classes possédantes. Le Second empire cherche à faire un compromis entre les propriétaires fonciers (la vieille noblesse), la bourgeoisie marchande et la jeune bourgeoisie industrielle.

Après son échec, les classes possédantes s'unissent toutefois derrière la Troisième république, notamment pour écraser la Commune de 1871, première expérience de pouvoir démocratique ouvrier.

Les républiques sont avant tout les produits de l'affrontement des classes. Être « républicain » ne signifie rien en soi. La République française est l'instrument de domination de la bourgeoisie. Nous sommes les premiers à dénoncer dans la Cinquième république un régime particulièrement antidémocratique, son hyper-présidentialisme, le gouffre incommensurable entre les actes de nos élites dirigeantes et la volonté du peuple...

Mais en exiger une sixième, sans remettre en cause l'organisation économique, la propriété privée des moyens de production, le droit de ceux qui la possèdent à vivre du travail des salariés, c'est se placer dans la continuité des précédentes.

« *La société bourgeoise moderne, élevée sur les ruines de la société féodale, n'a pas aboli les antagonismes de classes, elle n'a fait que substituer de nouvelles classes, de nouvelles conditions d'oppressions, de nouvelles formes de luttes à celles d'autrefois* » (Marx et Engels, Le Manifeste du Parti Communiste, 1848)

Certains prétendent que, depuis la Révolution de 1789, l'« égalité républicaine » est acquise. L'idéologie de la « méritocratie » fait croire que, contrairement à l'Ancien régime fondé sur l'hérédité, tout le monde peut désormais entreprendre, s'enrichir et participer aux décisions politiques.

Non seulement cette vision consiste toujours à justifier l'existence d'inégalités, de l'exploitation d'une minorité par une majorité... Mais elle est en plus hypocrite : l'héritage existe encore, les plus fortes rémunérations sont celles du capital, le capitaliste possède toujours le pouvoir de couper tout revenu au travailleur en le licenciant... Son revenu provient de l'extorsion de la richesse créée par les salariés. Où est donc le mérite ?

Quand Jean-Luc Mélenchon et ses camarades, affublés de bonnets phrygiens et de drapeaux tricolores, veulent « refaire une nuit du 4 août », ils oublient ce qu'a été cet événement historique. La noblesse n'a pas abandonné ses propriétés sans être largement indemnisée. Pour voir les droits féodaux abolis, les paysans ont dû les racheter en payant trente fois le prix d'une année entière de taxe !

Certes, l'abandon des privilèges par la noblesse est un progrès historique, de même que le passage de la monarchie à la république ou du féodalisme au capitalisme. Mais ce passage ne peut être considéré comme un aboutissement dans la lutte pour l'émancipation de l'humanité.

La république coloniale et raciste

La création de la République a permis à la nouvelle classe dominante, la bourgeoisie, d'organiser la société selon ses intérêts. L'affirmation de l'unité nationale était nécessaire à la création d'un marché national pour l'expansion de l'économie capitaliste. Aujourd'hui, son rôle est de limiter les droits sociaux aux frontières, de diviser les travailleurs par la xénophobie et le chauvinisme...

En s'affirmant comme « le » système universellement supérieur, la République se permet d'intervenir aux quatre coins du monde pour « apporter la civilisation ». Au dix-neuvième siècle, elle le faisait avec un discours ouvertement raciste. Le grand républicain Jules Ferry expliquait en 1885 à l'Assemblée nationale que « les races supérieures ont un droit vis-à-vis des races inférieures ».

Aujourd'hui, les politiciens n'osent plus utiliser de tels termes. Mais le paternalisme est toujours de mise

quand il s'agit de justifier le pillage de l'Afrique par les multinationales françaises. Sarkozy expliquait que « l'homme africain n'est pas assez entré dans l'Histoire. » Hollande a lancé une guerre coloniale au Mali pour assurer l'approvisionnement d'Areva en uranium...

Pendant ce temps, les sans-papiers qui travaillent en France sont toujours pourchassés par la police de Valls. Quand la République française en avait besoin, elle allait chercher de la main d'œuvre en Afrique. Depuis les années 1970, elle multiplie les lois anti-immigrés. Autrement dit, la France a le droit de faire la loi dans les pays les plus pauvres, mais leurs ressortissants, eux, n'ont pas le droit de venir ici. Et s'ils sont acceptés, on les exhorte à s'« intégrer », on stigmatise leur culture et celle de leurs ancêtres. La police, les employeurs ou les médias s'appliquent chaque jour à leur rappeler qu'ils ne sont pas ici « chez eux ».

« *La démocratie bourgeoise accordait aux masses laborieuses une apparence de contrôle politique sur ses dirigeants grâce au bulletin de vote. Tant que cela ne lui était pas nuisible, la bourgeoisie a permis cette démocratie. Mais elle n'a jamais permis l'ombre même d'un contrôle sur sa gestion économique, sur la base de son exploitation, qui aboutit à l'anarchie, la faillite et la misère des masses.* » (programme d'action de la Ligue Communiste, 1934)

Le programme politique du Front de gauche (FDG) est symptomatique des illusions qui persistent dans la République. Certaines revendications portées par le FDG peuvent sembler proches de celles du NPA : baisse du temps de travail ou de l'âge de départ à la retraite, SMIC à 1700 euros (brut pour le FDG, net pour le NPA), etc.

Mais ces propositions se limitent à ce qui serait acceptable pour le système et la classe dominante. Mélenchon souhaite un « *revenu maximum fixé à 360 000 euros par an* ». Cette proposition, maintiendrait le fonctionnement du système et les inégalités, en les diminuant un peu. Elle donne l'illusion que le pouvoir institutionnel aurait un réel impact sur l'économie.

On peut pourtant lire dans le préambule de la Constitution : « *La loi garantit à la femme (...) des droits égaux à ceux de l'homme. (...) Chacun a le droit de travailler et le droit d'obtenir un emploi.* » Ces phrases pourraient prêter à rire s'il ne s'agissait pas de la vie de millions de personnes. Les hommes perçoivent en moyenne un salaire supérieur de 24,5 % à celui des femmes. Plus de 3 millions de travailleurs et de travailleuses sont privés d'emploi...

Il est légitime de ne plus faire confiance à ceux qui promettent l'égalité dans un cadre politique républicain. Il suffit d'observer le glissement à droite du PS depuis trente ans, ou d'écouter Moscovici qui considère que la finance

est le « *poumon de la puissance économique des pays européens* ».

« *Tout va très bien pour les riches dans ce pays, nous n'avons jamais été aussi prospères. C'est une guerre de classes, et c'est ma classe qui est en train de gagner* » (Warren Buffet, troisième homme le plus riche du Monde, mai 2005)

L'histoire a démontré que la bourgeoisie, elle, se battra toujours pour rester la classe dominante, en changeant de régime politique s'il le faut. Plus d'une fois, les capitalistes d'un pays ont préféré mettre fin à la démocratie plutôt que de voir des gouvernements démocratiquement élus mettre en péril leur pouvoir. Nous ne ferons pas céder la classe dominante par la pression des urnes...

Le changement social ne passera que par la révolte des travailleurs. Pour que de véritables mesures politiques soient prises envers notre camp social, il faut que nous allions nous-même les chercher, en gagnant du terrain dans le rapport de force avec les capitalistes.

C'est donc dans le cadre d'une démarche transitoire, ayant pour but final la disparition du capitalisme, que les mesures sociales que propose le NPA doivent être mises en œuvre et défendues. Nous proposons l'interdiction de tous les licenciements, la socialisation de tous les outils de production, c'est-à-dire leur nationalisation sous contrôle des salariés et de la population. Ce sont des mesures d'urgence pour les travailleurs et les jeunes face à la crise du capitalisme et c'est en se battant pour elles qu'ils s'affronteront au cœur du capitalisme.

De telles mesures ne pourront être mises en œuvre que par un gouvernement des travailleurs, issu de leurs luttes et sous leur contrôle, en rupture totale avec l'État et ses institutions, c'est-à-dire la République française.

Ana, Charles, Édouard et François (Comité jeunes Bordeaux)

Chronologie de la République française

1789 : Révolution française

1792-1804 : Première république (1799 : coup d'État du 18 brumaire de Napoléon Bonaparte)

1804-1814 : Premier empire

1814-1848 : restauration monarchique (1830-1848 : monarchie de Juillet, constitutionnelle et bourgeoise)

1848-1852 : Deuxième république (juin 1848 : insurrections de Juin, répression et fin de la « république sociale »)

1851 : coup d'État de Louis-Napoléon Bonaparte

1852-1970 : Second empire

1870-1940 : Troisième république (18 mars 1871 – 28 mai 1871 : Commune de Paris)

1940-1944 : régime de Vichy

1944-1946 : gouvernement provisoire

1946-1958 : Quatrième républiques

1958 : putsch d'Alger par les généraux contre l'indépendance de l'Algérie, coup d'État contre la Quatrième république

1958-... : Cinquième république

APRÈS LE BAC, LA GALÈRE

A la fin du lycée, on se pose tous des questions. Est-ce que je continue les études après le bac ? Dans quelle filière ? En BTS, en prépa ou à la fac ? Est-ce que je commence à travailler en même temps ? Est-ce que je cherche un appart ? L'Étincelle Anticapitaliste répond à cinq idées reçues pour t'aider à passer les galères de l'après-bac.

Avec un diplôme court et professionnel, je trouverai plus facilement un emploi

Méfie-toi ! Les gouvernements de droite comme de gauche ont passé les dix dernières années à faire des réformes pour professionnaliser les études. Leur principal argument, c'est que ça t'aidera à trouver du travail. Pourtant les statistiques sont là : plus les jeunes sont diplômés, plus vite ils trouvent un emploi stable et correctement rémunéré. La professionnalisation des études répond à un besoin. Celui d'éviter aux patrons le coût de former leurs salariés. Mais les étudiants qui ont un diplôme professionnel ne trouvent pas forcément de travail : si ta filière est bouchée, ton diplôme ne vaudra plus rien !

A la fac, je peux m'inscrire dans la filière de mon choix

De moins en moins ! Les universités pratiquent de plus en plus ouvertement la sélection. La psychologie, le cinéma ou les langues rares sont des filières souvent sélectives. Les rendez-vous de pré-inscription et l'orientation servent souvent à décourager les futurs étudiants pour les envoyer dans des filières où « ils réussiraient mieux ». Dans certaines facs, comme la Sorbonne des « collèges »

sont mis en place qui réunissent les meilleurs étudiants avec un meilleur encadrement. Les autres peuvent rester dans les amphis surchargés. Si tu es refusé dans la filière où tu souhaitais étudier, prends contact avec les syndicats étudiants.

Maintenant que j'ai eu mon bac, je vais pouvoir partir de chez mes parents

Galère en vue ! Le logement est un des plus grands problèmes pour les étudiants. Pour la majorité d'entre nous, payer un loyer veut aussi dire travailler. Près de 70% des étudiants combinent emploi et études. Mais le salariat étudiant est la première cause d'échec en première année. Le développement de la présence en cours obligatoire, la fin des rattrapages en septembre, les filières qui cumulent plus de 25 heures par semaine, poussent les étudiants salariés vers l'échec. En plus les places en résidences universitaires sont très rares. En région parisienne seulement un étudiant sur cent bénéficie d'une chambre en cité-u. Le loyer représente entre les deux tiers et les trois quarts du budget des étudiants.

Après le lycée je vais enfin pouvoir militer !

Tant mieux ! Mais là non plus, tout n'est pas rose. Les administrations des universités répriment de plus en plus les militants étudiants. Suppression des panneaux d'affichage, interdiction de distribuer des tracts ou de passer dans les cours. Cette année un étudiant syndicaliste de la fac de Paris 1 s'est même fait exclure de son université pour avoir organisé une réunion publique ! Pour faire passer les réformes libérales et les mesures d'austérité, les facs veulent se débarrasser des organisations progressistes politiques, associatives ou syndicales.

Je vais pouvoir entrer dans une association pour faire la fête !

Attention ! Le réseau associatif des universités est très contrasté. Certaines associations prétendent être apolitiques et organisent des soirées pour attirer les étudiants. Mais sous cette couverture elles sont souvent très politiques... du mauvais côté ! Certaines sont reliées à la FAGE ou au BDE et soutiennent les réformes du gouvernement. De plus les soirées qu'elles proposent font souvent la promotion du sexisme ou de l'homophobie. Certains week-end d'accueil servent de bizutage pour les nouveaux arrivants : des humiliations ou des agressions sexuelles y sont perpétrées. Bien sûr, toutes ne sont pas à cette image et certaines développent des cadres progressistes, culturels ou de solidarité.

Il n'y a pas de solutions miracles pour s'en sortir pour les jeunes étudiants. Les années d'études sont souvent des années de galère. Le meilleur moyen pour y arriver est de s'organiser collectivement. Se syndiquer permet d'avoir accès à un réseau de solidarité et d'entraide entre les étudiants. Bien sûr, il ne faut pas se contenter de baisser la tête et d'encaisser. Il faut se battre pour un enseignement supérieur de qualité, où tout les diplômes, généraux et professionnels, donnent des droits sur le marché du travail. L'enseignement doit être accessible, gratuit et de bonne qualité. C'est l'inverse qui est fait aujourd'hui. Les gouvernements successifs de droite et de gauche ont tous cassé les diplômes et les conditions d'études. Pour stopper la précarité étudiante, il faut un pré-salaire d'autonomie à hauteur du SMIC qui permette à tous les jeunes de faire des études sans être obligés de se salarier. Pour obtenir tout ça, il faudra se battre contre ce gouvernement qui tente de mettre l'éducation au service du patronat.

COMMENCER L'ANNÉE DU BON PIED (MILITANT)

Plusieurs milliers d'étudiants viendront à la fac en juillet et septembre boucler leur dossier d'inscription et découvrir leur nouveau lieu d'étude.

Les administrations développent des systèmes d'inscription en ligne qui réduisent le nombre d'étudiant-es qui se déplacent effectivement sur les campus. Mais pour les militant-es

syndicaux, cette période des « chaînes d'inscriptions », reste un moment privilégié pour rencontrer les nouveaux étudiant-es et leur parler organisation collective.

démarche. Nous essayons de réunir les personnes concernées par un même problème et d'impulser leur auto-organisation : qu'elles et ils comprennent les causes du problème et décident ensemble de comment se mobiliser. Nous cherchons à les convaincre que pour gagner, négocier ne suffit pas. Il faut construire un rapport de force face à l'administration en cherchant activement le soutien des autres étudiant-es (de la pétition à l'occupation de bâtiment en passant par les tracts, les rassemblements...).

aussi le développement de formations « en adéquation » avec les besoins des entreprises. La mobilisation pour nos diplômes et nos conditions d'études se prépare déjà sur les chaînes.



Beaucoup d'étudiant-es sont confrontés à des problèmes administratifs en tout genre, du refus d'inscription aux problèmes de logement en passant par des problèmes pour obtenir/renouveler son titre de séjour pour les étudiant-es étrangers. Ces difficultés nécessitent des réponses immédiates et permettent de montrer notre utilité et notre

La situation financière des universités, fruit des réductions budgétaires de ces dernières années, mène à la réduction du nombre de TD, des fermetures des filières ou encore la mise en place de sélection sur dossier dès la L1 pour réduire les effectifs. Cette tendance est accompagnée par la loi Fioraso, discutée au parlement et mise en application à partir de la rentrée prochaine. Une loi qui, pour rappel, propose la mise en place de 30 pôles qui pourront regrouper établissements publics et privés mais

Hollande a annoncé une nouvelle réforme des retraites qui doit susciter un combat de tout notre camp social, jeunesse comprise. Cela aussi se prépare dès maintenant en informant largement et en commençant à discuter de mobilisation.

Dès lors, notre présence et notre activité dans cette période joueront sur notre capacité à construire la mobilisation voire la grève à la rentrée prochaine que ce soit contre les coupes budgétaires, la loi Fioraso ou la nouvelle réforme des retraites.

« CETTE DETTE N'EST PAS LA NÔTRE ! »

Voici le mot d'ordre des enseignants et des parents d'élèves du collège Jean Macé à Fontenay (92). Ces derniers ont bloqué l'accès à l'établissement suite à la découverte de la dette abyssale et 60% des profs étaient en grève. Cette dette s'élève entre 250 000 à 310 000 euros alors qu'en octobre elle n'était « que de 152 000 euros ». Le corps enseignant et les parents s'inquiètent à juste titre de ce trou budgétaire qui aura un impact sur le collège et donc principalement sur

les élèves (manuels, cantine, sorties scolaires). Le rectorat maintient le flou : malversation ou mauvaise gestion ? Toujours est-il qu'une fois encore l'éducation est mise à mal... mais les enseignants et parents ne lâchent rien et ont maintenu le blocage... Affaire à suivre !

ENCORE UN MENSONGE...

Les rectorats de plusieurs académies annoncent des suppressions de postes chez les assistants d'éducation (AED) : 2000 postes devraient disparaître lors de la rentrée 2013 alors que les

établissements du second degré accueilleraient 35 000 nouveaux élèves.

Une des priorités annoncées dans le programme de François Hollande était la jeunesse. De nouveau, et ce n'est pas une surprise, ce gouvernement nous a menti... car Hollande s'était engagé à créer des postes d'AED. Mais politique d'austérité oblige, l'enveloppe budgétaire est insuffisante pour financer ces postes. Or, les AED sont vitaux pour le bon fonctionnement des établissements et la sécurité des élèves. De même, beaucoup d'étudiants choisissent d'être AED pour allier études et salariat. Déjà, plusieurs établissements se sont mis en grève contre cette annonce. A

nous de combattre cette mesure qui s'inscrit dans la même logique de la casse de l'éducation par tous les moyens.

L'ÉDUCATION COÛTE CHER ? ESSAYEZ L'ABATAGE !

C'est le sentiment des candidatEs aux concours des Instituts de formation aux soins infirmiers (IFSI), suite à la révélation des conditions de correction de certaines copies. Les IFSI sont victimes de réductions budgétaires comme beaucoup d'autres structures

éducatives (à commencer par les facs et les lycées). Pour corriger leurs copies en un temps record, certains instituts n'hésitent pas à faire appel à la sous-traitance. Des intérimaires peu formés, et surtout surchargés, ont été embauchés au SMIC pour corriger les copies. Pour les candidatEs, ou pour les intérimaires, ce sont des conditions d'études et de travail inacceptables. Pourtant, de l'argent, il y en a dans les poches du patronat ! Il faudrait s'en servir pour réunir toutes les formations générales, technologiques et professionnelles, au sein d'un service public de l'enseignement, de qualité et gratuit, avec un personnel qualifié et correctement rémunéré.

VERY BAD RIJ

Quand je me suis réveillé, je me suis dit que c'était étrange : les tentes n'étaient pas en rangées comme dans mes camps scouts habituels. Et puis quelqu'un m'a appelé « camarade »... Très bizarre.

J'ai essayé de reconstituer mes souvenirs. Je devais partir pour Rome avec mes amis François-Xavier et Marie-Chantal, afin d'assister à une messe du nouveau pape.

Après, c'est le trou noir.

Dans ce camp où je m'étais réveillé, il y avait plein de gens à l'air bizarre. Ils parlaient plein de langues, ils chantaient l'Internationale, criaient des slogans... J'ai failli lancer la Marseillaise, mais je me suis dit qu'on ne me suivrait pas forcément.

Je suis allé voir dans le forum. On m'a proposé un casque pour écouter les traductions. J'ai cru qu'on allait prier, mais non, ils parlaient politique.

Je suis allé me balader. Il y avait des jeunes partout qui parlaient, traduisaient, débattaient, etc., sans aucun aumônier pour cadrer leurs discussions. À l'entrée, il y avait des gens avec des talkies-walkies pour faire le « service d'ordre »... dont des femmes ! Là, je me suis dit que j'étais dans un autre monde.

Je suis allé au bar pour boire un verre et essayer

de comprendre. On m'a dit que je ne pouvais pas payer en euros. Il fallait aller à la « banque » pour échanger mon argent dans une monnaie interne au camp. Quel choc ! La monnaie en question avait un taux de change variable en fonction du pouvoir d'achat du pays d'origine.

Mon Dieu, je suis tombé chez des communistes !

J'ai eu un flash-back : sur la route de Rome, j'ai croisé un car plein de gauchistes. Je suis allé les voir en brandissant mon crucifix pour les exorciser. Vu comment ils ont rigolé en me voyant, je crois qu'ils m'ont pris pour un des leurs en train de faire des blagues. Que s'est-il passé ensuite ? Ils ont dû m'embarquer avec eux...

J'ai continué mon exploration du camp. Les gens qui nettoyaient les sanitaires ou

qui tenaient le bar avaient l'air d'être des participants et non des employés du camping. Ils appellent ça l'« auto-gestion ». Il n'y a pas de séparation entre ceux qui discutent politique et ceux qui travaillent... Quelle absurdité !

Il y avait aussi des espaces particuliers. Un espace « femmes » d'abord, dans lequel seules les femmes peuvent aller. Et comment on fait pour aller draguer alors ?! Pire, il y avait un espace « lesbiennes, gays, bi et trans », dans lequel ils discutaient des luttes pour l'égalité entre homos et hétéros, mais aussi de leur sexualité... J'ai failli tourner l'œil en les entendant. Cet espace était ouvert à tout le monde. Comme si des hétéros pouvaient remettre en cause leur sexualité. Mon Dieu !

Au bar, des gens parlaient dans toutes sortes de langues. Aucun n'avait de drapeau de son pays, au contraire, ils en disaient du mal !

Même quand ils jouaient au foot, ils faisaient des équipes à la fois internationales et mixtes. Et ils ne comptaient même pas les points !

Ils ne connaissent pas l'esprit de concurrence ou quoi ?!

J'ai eu un nouveau flash-back. Avant de partir, j'étais allé communier. Mon hostie avait un drôle de goût. Mon curé a-t-il mis quelque chose dedans ? Je sais qu'il a déjà été accusé de mettre du GHB, la drogue du violeur. Ensuite il m'a offert du vin de messe et un panaché. Autant dire que j'étais complètement bourré ! Voilà comment j'ai dû me mettre à suivre les gauchistes.

J'étais donc coincé dans ce camp pour une semaine. Je n'avais pas le choix, je ne

pouvais pas leur dire que j'étais ni comment j'étais arrivé là. Du coup, j'ai suivi leurs discussions.

Ils parlaient d'économie, de la crise, de la société, d'écologie, des luttes des peuples du tiers-monde, de racisme, de sexisme, d'homophobie, de stratégie pour changer le monde...

Au début, bien sûr, j'étais assez choqué par ce qu'ils racontaient. Et puis je me suis rendu compte qu'ils avaient de vrais arguments, qu'ils remettaient en cause ce qui m'avais toujours paru des évidences, que même dans leurs comportements ils étaient plus fraternels que dans mes rassemblements scouts habituels.

Bref, voilà comment je suis devenu anticapitaliste.

RENCONTRES INTERNATIONALES DE JEUNES : UNE SEMAINE RÉVOLUTIONNAIRE !

Les RIJ sont un camp de jeunes organisé par des militants révolutionnaires venus des quatre coins de la planète. C'est une semaine de fête, de débats, de formations mais

aussi de mise en pratique des idées révolutionnaires. C'est un camp auto organisé où chacun joue un rôle dans la tenue du camp du nettoyage à la bonne tenue des débats en passant par l'organisation du bar. Il y a même une monnaie interne qui permet de lutter contre les différences de pouvoir d'achat, c'est-à-dire qu'un jeune venu de Grèce a les mêmes moyens qu'un jeune venu d'Allemagne, si c'est pas révolutionnaire ça !

Au RIJ, on a surtout la possibilité de faire des rencontres inoubliables : on discute avec des jeunes venus de France et de Navarre mais surtout des militants d'autres pays qui nous racontent ce qui se passe dans leurs pays, les attaques à cause de la crise, les résistances. D'autant que cette année, ces rencontres se tiennent en Grèce où la situation sociale se détériore de semaine en semaine... ils en auront

des choses à nous apprendre !

Cette année le programme tournera autour de l'actualité de la crise et de l'austérité en Europe et en particulier en Grèce : nous analyserons les nouvelles étapes de la crise mais aussi les différentes formes de résistances avec notamment un meeting autour de BIOME, une entreprise autogérée en Grèce.

Nous verrons également comment les politiques de rigueur profitent à l'extrême droite voire au fascisme. Cette année une place particulière est donnée à la lutte contre le racisme étant donnée la remontée des idées et des agressions racistes dans toute l'Europe.

Le camp est aussi un moment d'expérimentation d'autres formes de rapports entre individus. Toutes les

formes d'oppression sont combattues à travers les formations, les débats mais aussi à travers la mise en place d'espaces pour lutter contre. Ainsi, il y a un espace et une fête non mixtes pour les femmes ainsi qu'un espace et une fête LGBTI ouverts à toutes et tous.

Alors n'hésite pas une minute, inscris-toi vite !

PRIX :

- semaine de RIJ : 150 euros

- semaine de RIJ + Transport AR :

330 euros

POUR T'INSCRIRE :

contact-jeunes@npa2009.org



Jun 2013
www.npa2009.org
http://npa.jeunes.free.fr
contact-jeunes@npa2009.org

L'ÉTINCELLE ANTICAPITALISTE

L'étincelle anticapitaliste
Journal des jeunes du NPA - De la révolte à la révolution
Revue publiée par le secteur jeunes du Nouveau Parti Anticapitaliste
Directeur de publication : Jean Baptiste Tondou
Impression : Rotographie - Montreuil.
Numéro ISSN : en cours.
Numéro de commission paritaire : en cours.
Tirage : 1000 exemplaires.

ABONNEZ-VOUS !
à **Tout est à nous !**



Abonnez-vous ! Prenez contact !

Nom Adresse Ville

Prénom Téléphone

STATUT : Code postal e-mail

Envoyez à NPA Jeunes, 2, rue RICHARD LENOIR, 93 100 MONTREUIL
CONTACT-JEUNES@NPA2009.ORG // Rédaction : etincelle.anticapitaliste@gmail.com
npa.jeunes.free.fr // 01 48 70 42 30

Je VEUX m'abonner au JOURNAL (à PARTIR DU NUMÉRO...) POUR 10 € NPA POUR 10 NUMÉROS (chèque à L'ORDRE de APEIJ)

Je désire PRENDRE CONTACT avec Les Jeunes du NPA